



Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Pour faire avaler les décrets-lois

## Récidivistes de la trahison !

Thorez et Jouhaux se préparent à regonfler  
le Front Populaire



Quelques jours encore avant que les décrets-lois de la première série entrent dans leur période de pleine virulence.

Qui pourrait cependant prétendre que, malgré ce délai, les décrets-lois imposés par Daladier et son équipe ministérielle en reprenant le matériel politique élaboré par les gouvernements successifs « issus du Rassemblement populaire » et en utilisant l'ambiance politique créée par eux, n'ont pas déjà causé la plus vive effervescence chez les ouvriers et chez les paysans ?

Des indices multiples témoignent de cette effervescence. Les moins initiés perçoivent que les décrets-lois sont imposés aux travailleurs par une bourgeoisie soucieuse de prolonger son règne à leurs dépens. Les travailleurs de la ville et des champs doivent, la bourgeoisie étant au pouvoir, supporter les charges multipliées qui résultent de la crise en France et de la crise dans le monde capitaliste où s'allument les foyers de guerre.

Les décrets-lois, c'est la masse des travailleurs jetés vifs au creuset de la soi-disant défense nationale ; ce sont les trois quarts de leurs ressources absorbées par le fisc et transformés en avions, en munitions, en forces de police et de brigandage colonial.

C'est, à l'usine, la rationalisation féroce et, hors de l'usine, la hausse verticale du coût de la vie.

Que va faire la bourgeoisie pour empêcher les masses ouvrières et paysannes de réagir violemment contre les décrets-lois et d'ajouter une page révolutionnaire à leur histoire ?

Ce n'est plus seulement dans les documents propres à la bourgeoisie qu'on peut discerner sa politique pour mieux la combattre, mais aussi dans les organes officiels de la C.G.T., de la S.F.I.O. et du Parti stalinien.

\*\*

Les discours de Jouhaux à Vichy indiquaient déjà l'orientation prise par ce vieux récidiviste de la trahison.

Jouhaux continue, de même que continuent les Thorez et les sous-Thorez, les Blum et les sous-Blum.

L'Humanité publie aujourd'hui une lettre de Maurice Honel à Maurice Thorez. Le député de Clichy éprouve le besoin de s'adresser par lettre publique au Secrétaire général de son parti pour lui demander de répondre aux masses « qui tournent vers notre grand parti un regard interrogateur ».

Cette lettre peut être ainsi résumée : « Comme convenu entre nous, je te donne l'occasion de répondre à ceux qui nous traitent de traîtres et de salauds contre-révolutionnaires, car, dans notre grand parti dé-

mocratique, toi seul détiens, après Staline, l'autorité et le droit de décision. »

Léon Jouhaux, dans Messidor et dans le Populaire, fournit déjà les éléments de la réponse. Traduction libre, mais exacte :

« Le Front populaire est bien mal en point et notre prestige bien diminué. Il doit durer, car lui seul constitue un frein sérieux à la poussée révolutionnaire du prolétariat. La C.G.T., qui est à elle seule un Rassemblement populaire (sic) s'est placée à la remorque de la bourgeoisie, elle demande à la bourgeoisie de l'aider à trahir les ouvriers et les paysans, en s'orientant sur son programme de grands travaux et en acceptant le principe des réformes de structure qui ne seront jamais accomplies. »

\*\*

Revalorisation de l'idéal du Front populaire de son programme conservateur et du plan de grands travaux que la bourgeoisie à intérêt à entreprendre, telle est la voie dans laquelle on veut engager les travailleurs.

Pour permettre à la bourgeoisie de durer, pour permettre à ses valets de poursuivre la chasse à la « bête trotskyste » ; pour empêcher les forces ouvrières et paysannes de passer aux actes révolutionnaires et à l'organisation révolutionnaire.

Nous appelons l'ensemble des travailleurs à déjouer cette ultime tentative de regonflage de ce ballon bien captif qu'est le Front populaire.

Quatre années d'expérience ! C'est suffisant ! L'heure est désormais aux Comités de village et d'entreprises ; à l'action pour maintenir ou récupérer, par une lutte quotidienne, les conquêtes de juin.

L'heure est au programme de classe du Parti Communiste Internationaliste !

## La tragédie de l'émigration

L'E « Temps », sous la signature de M. R. Millet, publie une enquête sur les étrangers résidant en France.

On peut se douter dans quel esprit ce journaliste « bien pensant » de ce journal bourgeois a fait cette enquête, et M. Millet ne devrait pas s'étonner si quelques-uns des travailleurs qu'il juge « indésirables » pensent que M. Millet est lui-même « indésirable » parmi eux, et l'invitent à sortir sans délai ! Mais pareille mésaventure n'est guère à redouter, car M. Millet ne fréquente sans doute pas les milieux des travailleurs sur lesquels il « rapporte ».

M. Millet parle des Arabes en loques, aux chaussons éculés, qui habitent à 5, 10 ou 15 des caves, dans des conditions de promiscuité et d'insalubrité dont ne peut résulter que la tuberculose et toutes les maladies dont la bourgeoisie des quartiers aristocra-

## Quand "le peuple" rectifie

LE PEUPLE publie aujourd'hui ce qu'il appelle « une mise au point indispensable » à propos d'« une grave et pénible affaire qui soulève une émotion certaine dans le mouvement syndical ».

On sait de quoi il s'agit.

Au cours d'un conflit, à Saint-Etienne, entre la direction de l'entreprise S.A.D.E. et le syndicat du Bâtiment, Chauzier, dont de nombreux syndiqués dénoncent l'attitude équivoque, fut frappé et en décéda.

Des militants du Bâtiment furent arrêtés.

Contre ces arrestations et la procédure utilisée à l'égard de ces militants, le Congrès de la Fédération postale avait adopté un ordre du jour, parmi beaucoup d'autres, que le Peuple inséra.

Rien que de normal. Les ordres du jour d'un Congrès « souverain » de Fédération n'ont pas à subir la censure ni le veto des bonzes de la C.G.T.

Or, la mise au point du Peuple informe précisément que c'est par erreur que le dit document fut publié.

Cette publication aurait dû être différée !

La C. E. syndicale, prétextant que victime et accusés sont tous porteurs de la carte syndicale, se refuse à prendre position et renouvelle le geste de Ponce-Pilate !

Mais en même temps elle abandonne à la « justice bourgeoise » les deux militants arrêtés et « dégage ses responsabilités » quand un Congrès adopte une résolution et la fait insérer.

Et c'est parce que les organisations patronales et les syndicats professionnels « essaient de tirer profit de ces faits pour diviser la classe ouvrière » que la C.E. fédérale se réfugie dans « la plus grande réserve », qui aboutit en fait à se désolidariser des militants emprisonnés.

Avec lesquels, quant à nous, nous manifestons notre entière solidarité.

tiques attribue les germes à la « tourbe des étrangers errants ». Beaucoup sont chômeurs et ne reçoivent aucune indemnité (22 allocations de chômage pour 72 chômeurs !). Mais ces Arabes, écrit M. Millet, ne veulent pas retourner « chez eux », leur rêve, « est d'amasser de l'argent ». Ce ne sont certes pas les actionnaires du Temps qui feraient preuve d'un aussi « sordide matérialisme », ni M. Millet !

Ce pro-raciste doit pourtant avouer que c'est le capitalisme français qui a organisé l'entrée en masse des étrangers après la guerre pour la reconstruction des régions dévastées. Il pourrait ajouter que dès 1914, dans les territoires coloniaux, on organisait le recrutement forcé pour fournir la France de chair à canon !

(Suite page 5.)

## Ultime effort de "pause" sous le Signe de la guerre

**A** Genève, la présence du Négus n'a rien changé au scénario arrêté par Halifax et Bonnet. En fin de compte les Etats participants ont été laissés libres de leur décision vis-à-vis de la conquête italienne ; Ponce Pilate ne faisait pas mieux !

Litvinof se maintient dans une opposition polie, beaucoup moins vigoureuse que celle de la Chine et de la Bolivie ; bref, tout s'arrangea en famille !

Cette cession servit avant tout d'arène pour la lutte de Chamberlain contre les opposants : Eden, Churchill ; nul doute que ces derniers n'aient poussé le Négus au voyage ; mais Chamberlain est trop engagé pour reculer, une fois encore la Cité l'emporte.

A remarquer toutefois l'acuité de ces luttes de tendances interimpérialistes et le jeu de l'Amérique qui soutient presque ouvertement Churchill. Les Etats-Unis brandissent la menace de livraisons d'armes aux républicains, ils déclarent qu'ils n'entendent pas se lier au réalisme européen ; ils se refusent à reconnaître la disparition de l'Autriche et de l'Ethiopie, et leur presse n'est pas tendre pour Chamberlain.

Il ne faudrait pas cependant prendre tout cela pour argent comptant, il s'agit certainement pour une part de faire pression sur la Cité pour obtenir des conditions avantageuses dans l'accord économique anglo-américain qui piétine depuis bien longtemps. Toutefois, ce mouvement est à surveiller, il pourrait signifier le début d'une grave activité américaine.

Il semble qu'Hitler soit disposé à ne pas laisser trainer les choses en Tchécoslovaquie ; les échanges diplomatiques se multiplient. Là encore, Chamberlain fera une énorme pression sur Prague et Berlin pour amener un compromis. Le fait du jour à ce sujet est l'arrivée d'Heinlen, führer des Sudètes, à Londres.

Rappelons également que les élections communales ont lieu en Tchécoslovaquie le mois prochain ; il est plus que probable que les positions seront prises avant cette date.

En Extrême-Orient, la résistance de la Chine ne se dément pas et quoique l'armée japonaise n'ait été nulle part défaite, elle semble assez paralysée ; par ailleurs, l'attaque par l'aviation chinoise de la flotte nipponne sera vivement ressentie à Tokio. Il est impossible de déterminer l'orientation que prendra le Japon face à cette situation nouvelle, ce qui est certain, c'est que cette décision sera largement fonction des événements européens et des consultations Berlin-Tokio.

### Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom .....

Adresse .....

souscrit un } 3 mois ..... 8 fr.  
Abonnement de } 6 mois ..... 15 fr.  
1 an ..... 30 fr.

et adresse le montant au compte postal  
Brausch 1773-07, Paris

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».  
Le Gérant : A. BASTIDE.

## Le Congrès des P.T.T. à Vichy.



A l'heure où paraîtront ces lignes, le Congrès de la Fédération Postale aura terminé ses travaux, mais cela n'altérera en aucune manière la conception de la thèse présente, dont les termes ont été rédigés avant même la clôture des débats.

Le Congrès Fédéral actuel devait comporter nécessairement une discussion étendue aux revendications principales suivantes :

Revalorisation des traitements et échelle mobile ;  
Loi des 40 heures ;  
Réforme Administrative ;  
Syndicat unique.

Nous ne pouvons, faute de place, aborder l'examen des revendications particulières ou secondaires ; il nous est tout juste possible d'apporter nos appréciations essentielles sur les quatre questions citées plus haut.

### Revalorisation des traitements et échelle mobile.

Les employés des P.T.T., ainsi d'ailleurs que tous les fonctionnaires, ont reçu, depuis juin 1936, deux indemnités successives de cherté de vie d'une valeur globale de 240 francs, représentant une augmentation moyenne de 24 % des traitements.

En septembre 1937, les journaux corporatifs donnaient une statistique du prix des denrées de première nécessité d'où il résultait que la hausse du coût de la vie se chiffrait à 40 %.

De cette époque à mai 1938, le renchérissement du coût de la vie n'a pas cessé, et il peut être actuellement fixé à 60 % sans exagération. Pour les postiers, le calcul est donc fort simple : ils sont en retard de 35 % environ sur la montée du prix des marchandises.

Ces nombres étant à la portée du contrôle de chacun, nous ne jugeons pas utile d'insister plus longuement sur l'opportunité d'une revalorisation des traitements. Toutefois, il est indispensable d'ajouter qu'une mesure complémentaire s'impose simultanément à la revendication ci-dessus. Afin de ne pas perdre le bénéfice de la réadaptation des salaires et pour palier à la hausse du coût de la vie, l'application de l'échelle mobile ne peut être plus longtemps différée.

### Loi des 40 heures.

Jusqu'à ce jour, la loi des 40 heures est partiellement instaurée dans les P.T.T. Seuls les Services techniques et l'Administration Centrale jouissent de ses avantages ; ce qui revient à dire que l'ensemble de la corporation postale est placée dans un cas d'injustice criante.

Cette situation ne saurait être tolérée plus longtemps. Cependant, il ne faut cacher la vérité à quiconque : Depuis la date d'application partielle des 40 heures, en faveur de certains de nos camarades d'une branche voisine, des événements d'une grosse importance se sont déroulés : Après la défaite des ouvriers métallurgistes de la région parisienne, les travailleurs de l'Etat occupés aux usines nationalisées pour les besoins de la défense nationale, sont contraints d'effectuer 45 heures de travail ce qui constitue une grave atteinte à la loi de 40 heures.

### Réforme administrative.

Il n'est guère de revendications qui ont fait l'objet de tant de discussions. Voici près de vingt ans déjà que cette importante question a soulevé les premiers commentaires.

Son but consiste à reclasser l'ensemble des catégories de la corporation des P.T.T. De toutes les administrations de l'Etat, seule l'administration que gouverne aujourd'hui le radical Jullien n'a pas eu l'avantage d'un reclassement général. Aussi les postiers, énormément infériorisés par rapport aux travailleurs des autres Ministères,

**A**YANT déjà signalé le danger pour la Fédération de la Seine de ne pas s'engager vers une détermination d'une politique révolutionnaire par la confrontation des idées et expériences avec les organisations d'avant-garde, ou se disant comme telles, dans les numéros précédents de « La Commune », et ayant déjà abordé brièvement la question du Front Populaire, nous prendrons aujourd'hui une autre question, celle non moins importante de la guerre, sur laquelle nous avons pu relever dans « Juin 36 » des positions qui nous semblent bien erronées et bien dangereuses.

Les militants de la Fédération de la Seine doivent comprendre dans quel esprit nous relevons ces choses : ce n'est pas que nous voulions être leurs maîtres, mais leurs compagnons de lutte et que nous voulions par l'échange, la confrontation de nos connaissances, de nos expériences aux uns et aux autres, définir le programme et la tactique de lutte du nouveau parti révolutionnaire, de la IV<sup>e</sup> Internationale, instrument de libération du prolétariat mondial.

## LE COIN

sont-ils particulièrement intéressés par la perspective d'une semblable application.

La direction des services intéressés semble disposée à réaliser quelque chose dans un temps qui ne paraît pas trop éloigné. Mais nous ferons vivement remarquer aux futurs « bénéficiaires » que la Réforme Administrative, telle qu'elle risque d'être appliquée est un leurre pour tous.

Un grave danger pèse sur la tête de chacun ; c'est pourquoi il convient de chasser les illusions qui se révèlent.

Que nos camarades n'oublient pas les difficultés rencontrées pour l'octroi de la deuxième indemnité de cherté de vie en novembre 1937. Qu'ils veuillent bien réfléchir sur l'importance considérablement supérieure des crédits nécessaires à la réalisation d'une véritable réforme.

Croient-ils réellement qu'elle puisse satisfaire l'unanimité des postiers ?

Nous, nous disons : Non !

Tant que nous resterons dans le cadre du régime capitaliste, la bourgeoisie ne donnera qu'une caricature de réforme.

### Syndicat unique.

Cette revendication intérieure à l'organisation syndicale vient de recevoir l'agrément de la majorité du Congrès Fédéral. Mais son application immédiate a été rejetée et reportée vraisemblablement au prochain Congrès.

Aujourd'hui nous nous bornerons seulement à mentionner le fait, et nous réservant un nouvel article pour les numéros suivants du journal où nous dégagerons le sens de la lutte à mener pour la victoire des revendications des employés des P.T.T. et où nous examinerons les courants qui se sont manifestés au Congrès ainsi que les résolutions qui y ont été votées.



## Chez les Métallos

Les articles de Doury se suivent sans rien apporter qui puisse contribuer à informer ou à faire l'objet d'un débat ; Doury rappelle tout au long de ses papiers qu'il fallait trouver une solution rapidement au conflit, afin de ne pas nuire à la défense nationale. Mais il relègue au quatrième dessous les intérêts des métallos.

Jamais il ne pose la question : tout a-t-il été fait pour assurer la victoire des métallos ? Jamais il ne cite un argument d'un adversaire de tendance, un argument fourni dans divers organes d'avant-garde, jamais il ne discute.

Pour rompre la monotone prose de Doury, il a fallu qu'au congrès des P.T.T., à Vichy, Digat, de « Syndicats », mette en cause la direction de la grève, c'est-à-dire les dirigeants du Syndicat des Métaux pour que Timbaut intervienne.

L'argument de Digat, c'est celui inspiré par les articles de Vincent-Auriol ; il est celui de « Syndicats », des Amicales socialistes, il est aussi repris dans « la Révolution prolétarienne ». C'est l'accusation contre les dirigeants stalinien des Métaux d'avoir voulu embarrasser, gêner, torpiller le ministère Blum, puis d'avoir été conciliant et doux au possible avec le gouvernement Daladier.

## Chez les "rebelle"

### Sans programme révolutionnaire pas de lutte



A juste titre, « Juin 36 » attire beaucoup d'attention aux dangers de guerre qu'il faut dénoncer vigoureusement, cependant plus les périls sont grands, mieux il faut préciser les tâches et problèmes posés par ces périls.

Aussi, lorsque nous voyons dans « Juin 36 » à côté de pas mal d'imprécisions, des affirmations comme celle-ci : « Nous déclarons que le désarmement général est la garantie de la sécurité pour chaque peuple », nous sommes en droit d'être bien inquiets au sujet de l'attitude de la Fédération de la Seine sur cette question.

« Le Désarmement général », voilà ce que les camarades socialistes considèrent comme étant « la garantie pour la sécurité de chaque peuple ». En ce qui nous concerne nous estimons que pour un marxiste, la seule garantie pour chaque peuple c'est la révolution prolétarienne.

« Désarmement général » de qui ?

(Nous reprendrons cette importante question dans un prochain numéro de « La Commune ».)

Il n'y a rien qui puisse exister pour nous hors

# LES PROBLÈMES DE CONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

**L**ES militants J.S.R. et P.C.I. du 17<sup>e</sup> et de Clichy viennent de donner un bon exemple : ils ont organisé une réunion commune pour confronter les divergences entre le P.C.I. et le P.O.I., sur les problèmes d'organisation et les problèmes politiques.

Nous donnons un bref compte rendu de cette réunion. Ce n'est qu'un début ; c'est dans la voie d'une confrontation sérieuse que les militants des deux organisations se formeront une opinion sur les problèmes à résoudre et sauront s'opposer à l'organisation de la scission parmi les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, en brisant toutes les oppositions à l'unification solide des forces bolcheviks-léninistes.

\*\*

La scission entre bolcheviks-léninistes est la conséquence des méthodes instaurées par ceux que nous nommons les néo-B.-L. du P.O.I. Parmi les protagonistes du fameux principe « tous les moyens sont bons », quelques-uns ont été, depuis, exclus du P.O.I. et des J.S.R. Ils avaient appliqué ce principe corrompue d'une manière qui ne plaisait pas aux autres adeptes du même principe... lequel continue à servir à la direction du P.O.I., plus soucieuse d'assouvir des haines personnelles que de résoudre les difficultés créées par la division des forces bolcheviks-léninistes...

Deux groupes existent : P.O.I. - P.C.I. En plus de deux années, sans « perdre de temps », les membres des deux organisations auraient pu se faire une opinion mûrie. Si la direction du P.O.I. ne s'était dérobée à toute confrontation sérieuse, les « obstacles à l'unité » auraient été balayés facilement, les provocateurs déjoués. Ce travail nécessaire, inévitable, ne sera pas compensé par des appellations injurieuses, qui ne sont basées sur aucun élément de suspicion !

La calomnie érigée en système ne permet à aucun militant honnête de discerner clairement les faits, brouille les questions les plus importantes. On en arrive à ne plus savoir où sont les provocateurs ni comment les combattre. Un militant du C.C. du P.O.I. nous exposait, il y a plusieurs mois : « Dénoncer X... avant, c'était faire le jeu du P.C.I. ! » De semblables conceptions favorisent en réalité la besogne des provocateurs. Ils se glissent dans ces luttes, sont souvent les plus acharnés pour un clan, et, sous cette fumée, font leur triste besogne. Bien souvent, les militants du P.C.I. ont observé des faits bien équivoques. Ils ont demandé des entretiens avec les responsables du P.O.I., afin de les mettre en garde. Nous avons été rabroués ! Quelques mois après, les faits équivoques sont devenus précis !

Une besogne de salubrité commune est nécessaire entre organisations révolutionnaires. Sur ce plan, on ne peut spéculer sur les difficultés de l'organisation rivalise sans encourir les mêmes risques : la provocation montée en Espagne contre les B.-L. de l'une ou l'autre tendance, le démontre et le démontrera encore plus. Les réserves formulées par nos militants à la suite des mises en garde motivées à la direction du P.O.U.M. contre certains militants pseudo-B.-L. de Barcelone, s'avèrent fondées.

Sur ce point, il faut souligner que la direction du P.O.I. sollicita des rendez-vous à un militant qui n'est pas un B.-L. de fraîche date (et qui fut responsable B.-L. en Espagne durant une assez longue période) mais se déroba ensuite, préférant n'être pas rapidement informée que d'entrer à nouveau en liaison avec ce militant, lequel avait décidé de rejoindre le P.C.I. Trois mois se sont écoulés, qui ont permis au Guépéou de travailler à son gré ! La L.O. peut monter

en épingle, à juste titre, les méthodes du Guépéou. Il eût mieux valu, dans une mesure qui était possible, tenir compte des leçons de la disparition de Brün et de Martin, et éviter le coup de filet qui fait peser sur les militants sympathisants P.C.I. et P.O.I. la menace d'une exécution.

On peut, on doit dénoncer les provocations, mais il est aussi important d'en limiter les possibilités...

N.-B. — Le dernier numéro de la L.O. appelle « camouflages » la publication par La Commune d'un communiqué du R.S.A.P. Comprenez qui pourra aux affirmations du rédacteur de la L.O. Quant aux jugements « encore plus catégoriques » (sic) que ceux de la L.O., formulés paraît-il par des militants, la L.O. n'hésitera pas à fournir des textes, au moins espérons-le. Nous discuterons sur des faits et non sur des allusions. Ajoutons que, sur la base des affirmations mensongères faites, aucun militant ignorant la réalité des faits, ne pouvait faire autrement que nous condamner. Mais le temps permet de constater la véracité des faits ; c'est ce qui se réalise.



Une bonne blague !

## Le Comité d'entr'aide aux soldats de forteresse

« Au cours de notre service militaire, nous avons eu le regret de constater que les dons que recevait le Comité d'entr'aide étaient répartis d'une manière inattendue. Un officier a gardé un poste de T.S.F. dans son bureau, « pour ne pas que les soldats le détériorent », un phonographe est resté dans le bureau des secrétaires du colonel, des livres ont été à la bibliothèque des sous-officiers, et nous, les deuxième classe, il nous a échu un peu de cartes que nous avons mis en service dans un poste de garde de la frontière. Et, d'ailleurs, on nous l'a confisqué séance tenante car il est interdit d'y jouer dans ces lieux.

C'est un scandale que nous avons dénoncé dernièrement à un membre du Comité qui n'a d'ailleurs pas pris la peine de nous répondre, nos reproches étant sans fondement.

En effet, les dons s'adressent ausis bien aux officiers, sous-officiers qu'aux deuxième classe. On ne peut quand même pas donner un jeu de cartes à un capitaine et un poste de radio dans une casemate, ce serait maladroit et antihiérarchique !

Cependant, je pense que les personnes qui envoient des phonos, radio, livres, etc., se figurent que ces dons réjouiront les rats de béton, ceux qui gagnent 50 centimes par jour. Il n'en est rien, et nous avons tenu à le leur faire savoir !

« Régul », comme disait l'autre ! Aux officiers distingués à 3.000 balles par mois, les choses fines et délicates ; aux trouffions à 10 ronds par jour, la belotte démocratique... dans le cadre du règlement, bien entendu !

Et puis, ce petit pillage innocent de la part des G.D.V. permet de se faire la main en attendant

### UNE PREMIERE REUNION SUR LA DIVISION DE NOS FORCES

**D**EPUIS 20 mois que P.C.I. et P.O.I. se heurtent publiquement, depuis bientôt trois ans que la crise des bolcheviks-léninistes en France a entraîné la rupture, c'est pour la première fois mercredi dernier, qu'entre les J.S.R. du 17<sup>e</sup> et nos camarades de Clichy, qu'eut lieu une réunion pour examiner les causes de la rupture et les moyens de la surmonter.

Après une intervention de Morgat, qui exposa, dans les grandes lignes, la plate-forme de la J.C.I. à l'égard des J.S.R., ce fut le secrétaire national des J.S.R., Steve, qui exposa les raisons de la rupture à la façon traditionnelle du P.O.I. : c'est la faute à Molinier, exposé agrémenté d'un certain nombre des accusations personnelles recueillies dans « la Lutte Ouvrière » ou dans les propos colportés de bouche à oreille.

Nos camarades Marc Laurent et Frank montrèrent, par des faits précis, le mensonge de ces accusations, dénoncèrent la méthode de lutte du P.O.I. contre le P.C.I. comme apparentée à celle des stalinistes contre les trotskystes et posèrent les divergences sur leur véritable terrain, celui de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Divers camarades J.S.R. et J.C.I. intervinrent ensuite. D'une première réunion de ce genre, s'il ne fallait espérer aucun miracle assurant un rapprochement immédiat, il n'en reste pas moins que les camarades J.S.R. ont retenu la proposition qui fut faite au cours de la réunion d'un débat contradictoire devant les membres des deux organisations (nous avons ajouté : même devant les ouvriers de toutes les organisations d'avant-garde) sur les questions qui séparent, et sur les accusations d'ordre personnel, un débat contradictoire entre Molinier et l'un des dirigeants du P.O.I.

Pour notre part, un tel débat est plus que souhaitable, nous le demandons depuis toujours. Ce n'est pas avec lui que s'achèverait la crise des bolcheviks-léninistes, mais il contribuerait à la surmonter.

La réunion de mercredi dernier a été un début modeste. Nous espérons qu'elle ne constituera qu'un premier pas.

ceux que laisse prévoir la prochaine dernière avant-dernière grande guerre.

Les gars du sous-sol national doivent corriger encore une fois leurs illusions et se redire avec nous : Tout ce qui peut être entrepris en dehors du contrôle de la classe ouvrière ou des soldats, ouvriers et paysans, pour améliorer leurs conditions de vie, accomplit la trajectoire du boomerang, qui quitte les mains du lanceur pour revenir, après de gracieuses arabesques, tomber à ses pieds.

Comme, dans le cas, le lanceur est un bon petit bourgeois...

Sans remords, ils nous volent notre jeunesse, notre liberté, notre travail, notre temps.

Sans remords, ils nous volent notre vie pour protéger leurs privilèges. Comment ne voleraient-ils pas les pauvres douceurs que des âmes charitables nous envoient au fond des trous pour nous aider à mieux avaler le régime de baigne que la bourgeoisie « sentimentale » nous impose pendant 2 ans dans les casernes du Front populaire ?

Les « Comités d'entr'aide aux soldats de forteresse » ? Quelle bonne blague !

C'est un peu comme l'histoire de la réduction du temps de service...

Des conseils de soldats dans les casernes et des conseils d'ouvriers dans les usines, ça pourrait pourtant en faire, des choses !



« La Commune »

# La guerre civile en Espagne

**Dans les prisons "républicaines" du Front Populaire des milliers de révolutionnaires sont enfermés !**

**Exigeons la libération immédiate de tous les détenus antifascistes d'Espagne !**

**Accentuons l'action prolétarienne internationale pour leur libération immédiate !**

**L**a situation s'aggrave de jour en jour ; le fascisme avance lentement sur tous les fronts. L'Armée populaire ne pourra pas arrêter sa marche. La combativité, l'héroïsme, les sacrifices des miliciens et de la population anti-fasciste ne sont pas suffisants ; le gouvernement Negrin-Azana-Staline brise toute résistance, aussi grande qu'elle soit !

*Pendant qu'on libère ASENSIO de nouveaux massacres sont préparés*

Les persécutions contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, les milliers de prolétaires arrêtés, les autres milliers assassinés, les centaines de tués sauvagement dans les postes « secrets » de police, le régime de censure policière, et de terreur blanche du gouvernement bonapartiste Negrin, voulu par la démocratie franco-anglaise et par Staline ; cette politique n'a pas servi à autre chose qu'à ouvrir la voie aux troupes mercenaires du fascisme et à étrangler la révolution prolétarienne.

\*\*\*

Dans un discours, Negrin a déclaré : « qui veut s'élever contre le gouvernement sera écrasé ». Cette menace n'est pas dirigée contre le fascisme ou la « quinta columna » mais contre le prolétariat révolutionnaire parce que celui-ci voit le jeu du fascisme dans la politique du gouvernement Negrin. Il est clair que le gouvernement Negrin, avec la participation de la C.N.T. et de la F.A.I., se prépare à de nouveaux massacres prolétariens, puisque des nouvelles les plus alarmantes arrivent d'Espagne :

Dans un procès de provocation stalinienne, on veut assassiner des bolcheviks-léninistes, impliqués aux côtés de provocateurs, alors que vient d'être libéré le général traître Asensio.

Le gouvernement Negrin doit dire où se trouve Tosca, et libérer tous les bolcheviks-léninistes et tous les emprisonnés politiques ; dans le cas contraire, la classe ouvrière sait qu'il existe à Paris une ambassade de l'assassin Negrin... Après le transfert des militants du P.O.U.M. des prisons de Valence à celles de Barcelone, à la suite de la campagne ouvrière internationale, on apprend que le gouvernement est décidé à commencer prochainement un monstrueux procès contre le Comité Exécutif du P.O.U.M. On comprend clairement que l'on veut assassiner « juridiquement », après les abominables assassinats d'Andrés Nin, Landau, Moulin, des militants révolutionnaires honnêtes et connus dans tout le mouvement ouvrier mondial, Andrade, Gorkin, Gironella, etc., faussement accusés d'espionnage, de haute-trahison, de « trotskysme » et de fascisme.

Qui peut croire à cet amalgame et à ces accusations infâmes portées contre des militants révolutionnaires par un gouvernement de traîtres et d'assassins dont la complicité avec le fascisme se manifeste chaque jour d'une façon plus évidente, avec l'avance du fascisme ?... Le mot d'ordre « *gagner d'abord la guerre, ensuite nous verrons* » porte ses fruits...

Sûr de la complicité des dirigeants de la C.N.T. - F.A.I. et du « petit Lénine espa-

gnol à Largo Caballero, le gouvernement staliniste - réformiste - bourgeois déclare : *pour gagner la guerre, il ne faut pas épouser les alliés démocratiques en parlant de révolution* » — ceci signifie : écraser tout le mouvement ouvrier.

L'Espagne doit se donner une véritable politique démocratique antifasciste, pour inspirer confiance aux démocraties franco-anglaise et au bourreau Staline, sur le plan national et international. Tel est le ton de la presse antifasciste d'Espagne et internationale...

C'est dans cette politique anti-ouvrière que se trouve le secret des défaites, et de la victoire du fascisme.

*La seule force pour barrer la route au fascisme...*

La seule force contre le fascisme, progressive et révolutionnaire, capable de résoudre les problèmes de l'étape démocratique de la Révolution, qui est inséparable de la révolution socialiste, est la classe ouvrière en alliance avec les paysans, opposant le socialisme au dilemme démocratique en pleine banqueroute. Toute autre solution démocratique républicaine ou populaire... avec l'exclusion de la conquête du pouvoir de la part de la classe ouvrière et l'instauration de la dictature du prolétariat, est une variante de la contre-révolution bourgeoise qui prépare le lit au fascisme, pour sauver le capitalisme ; comme en Italie, Allemagne, Autriche, etc...

Le moment est grave ; la démocratie et le Front populaire de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales ont ouvert la voie au fascisme et aux guerres impérialistes en Europe et dans le monde. Il faut agir, sans perdre un instant, pour sauver la vie des militants menacés d'être fusillés par la contre-révolution démocratique.

Un front unique de tous les partis et groupes d'opposition révolutionnaires : anarchistes, socialistes, « trotskystes », poumistes, etc..., doit être constitué immédiatement. Aucun prétexte peut, en ces circonstances, justifier la non participation à la construction d'un puissant front unique révolutionnaire.

Il faut entreprendre une campagne de presse dans tout le pays et internationalement convoquer des réunions et manifestations dans tous les quartiers ouvriers, nommer des commissions pour protester auprès du gouvernement complice de Negrin, *préparer une manifestation centrale devant*

*l'Ambassade espagnole de Paris.*

*Libérez Andrade, les bolcheviks-léninistes et tous les emprisonnés révolutionnaires : tel est le mot d'ordre qui doit unir, en cette circonstance, tous les révolutionnaires con-*

**NOTRE PERMANENCE :**

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36

tre le stalinisme, contre le réformisme, contre la bourgeoisie, contre le fascisme assassin.

*Le développement de la lutte antifasciste en Espagne est lié aux problèmes de construction de la IV<sup>e</sup> internationale*

Le P.O.I., qui continue la même politique d'erreur en Espagne, dont on commence à voir les conséquences tragiques, ne sauvera pas ses responsabilités en invitant à un « front unique », des organisations qui ne l'accepteront pas comme le S.I.A., la Fédération de la Seine « rebelle ». Le P.O.I. sait ceci parfaitement aussi bien que nous... Pourquoi se refuse-t-il de réaliser le front unique avec les organisations et groupes de bolcheviks-léninistes ?

La politique du P.O.I. est pire que la politique de « front unique » stalinien, de l'époque de la théorie du social-fascisme. Il faut réaliser le front unique : 1° avec les organisations ouvrières qui l'acceptent ; 2° sur un programme déterminé, avec droit de critique et une autonomie politique absolue de chaque parti ou organisation. C'est le seul moyen d'imposer une véritable politique de front unique à toutes les autres organisations « révolutionnaires » qui se refusent, si elles ne veulent pas se discréditer devant les masses. C'est la seule voie du regroupement des forces prolétariennes et de la construction d'un véritable parti révolutionnaire.

**PAS D'EFFORT SANS LENDEMAIN !**

« La Commune » ne peut vivre, améliorer sa présentation et son contenu, augmenter sa diffusion, que par l'effort systématique de tous les militants, sympathisants ou lecteurs.

Tel camarade oublie son journal pendant des jours, quelquefois des semaines. Chacun doit se persuader que nous avons besoin de son aide de chaque jour, que ce sont seulement des versements réguliers à notre souscription qui assureront la stabilité nécessaire. Nous ferions un grand pas en avant si chacun de ceux qui le peuvent réservait, CHAQUE SEMAINE, une somme fixe, si minime soit-elle, pour notre journal. Cela nous permettrait, en effet, de connaître de façon sûre nos possibilités.

Trois fois par semaine « La Commune » dénonce la montée fasciste et la trahison des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Elle est, pour notre lutte, l'arme la plus importante. Elle est le meilleur moyen de pénétration de nos idées dans des couches chaque jour plus larges d'exploités.

Mais cela encore est insuffisant. Il dépend de toi que nous fassions encore mieux. Il dépend de toi que la petite feuille d'aujourd'hui grandisse et devienne, demain, LE QUOTIDIEN POUR LA IV<sup>e</sup>. Cela, tu ne dois pas l'oublier.

Qu'as-tu fait, cette semaine, pour ton journal ? L'as-tu diffusé autour de toi ? As-tu trouvé un nouveau lecteur ou un abonné ? As-tu surveillé la vente dans les kiosques de ton quartier, As-tu versé ta phalange ? Si tu n'as rien fait de tout cela, tu n'as, cette semaine, rien fait pour ton journal. Et si chacun s'était montré aussi négligent que toi, « La Commune » devrait cesser de paraître.

Aussi, dès aujourd'hui, au travail ! En avant vers le quotidien !

# DU PROLO

Est-ce vrai ou non ? Timbaud se défend et défend ses amis en invoquant toute une série de démarches effectuées depuis des mois, avant le ministère Blum. Nul doute que les réformistes de « Syndicats » répondront sur ce plan.

Ce n'est pas cela qui, quant à nous, est l'essentiel.

Fallait-il gêner ou ne pas gêner Blum ? Quelle question ! Il y en a une autre pour nous : Blum était-ce les intérêts du prolétariat ou ceux de la France capitaliste ? Blum, ce n'était pas les intérêts du prolétariat, c'était la « défense nationale » à tour de bras. Et, dans la grève des métaux, ni Blum, ni la C.G.T., ni les staliniens n'ont défendu les intérêts de classe des ouvriers en grève, à l'avant-garde de toute la classe ouvrière.

L'argument Auriol-Digat contre les staliniens porte le débat sur un à-côté de la question. La véritable question, la seule à laquelle il faut apporter une réponse, c'est : pourquoi les dirigeants ont-ils torpillé, sous Blum et sous Daladier, la grève des métaux. Et que faire pour empêcher de nouvelles trahisons de l'emporter ?

A ce sujet, les métaux communistes internationalistes ont répondu : les bonzes ont trahi un mouvement qu'ils ont lancé à dessein afin de l'isoler des autres mouvements en maturation, afin de faire une brèche aux 40 heures, afin de se prémunir contre une nouvelle vague comme celle de juin 36. La solution, c'est de constituer des noyaux de métaux révolutionnaires, d'élaborer en commun un programme de lutte, de préparer la création de soviets. Ainsi se préparera la revanche des métaux.

## Jura

### SAINT-CLAUDE

Devant 350 personnes, Barel, député de Nice, a fait la critique du F.P. en regrettant que le programme ne fût pas appliqué et que le camarade Blum n'ait pas été à la hauteur pour faire face à la bourgeoisie, en faisant appel au pays. Il s'est plaint que jamais aucun Président du Conseil n'ait offert au P.C. de participer au gouvernement. Inutile de préciser que Barel est député stalinien.

Nicod, député-maire d'Oyonnax, vient exalter les mérites et l'honneur du P.C. qui fut « le promoteur du Front populaire ».

Le camarade Lacroix, secrétaire régional S.F.I.O. riposta en rappelant à Nicod qu'au lendemain du 6 février 34, il a pris l'initiative de se rendre à Oyonnax pour la mise en pratique de l'unité d'action.

Le camarade Lerenon, du groupe libertaire, stigmatisa la politique de capitulation du parti communiste et ridiculisa l'exposé platement réformiste des deux orateurs.

Il faut dénoncer la pratique du carnet B à St-Claude, où la police se livre à des enquêtes faites sur le compte d'un camarade du « Libertaire » habitant au faubourg Marcel.

Il faut aussi dénoncer le refus de l'administration de la Coopérative « Le Diamant », d'augmenter le salaire des ouvriers de la tournerie, qui sont payés de 4 fr. à 4 fr. 60 de l'heure.

Il nous fut répondu qu'il n'existe pas de contrat collectif pour notre syndicat dans tout le département, d'où impossibilité de toute augmentation de salaire !

elles " S.F.I.O.  
révolutionnaire  
lutte révolutionnaire



du critère des classes. « Désarmement », donc, des classes dominantes, des clans impérialistes ? Mais alors, qui opère ce « désarmement », des classes impérialistes elles-mêmes ? Vous ne le pensez probablement pas vous-mêmes ; donc, alors, « désarmement » de ces classes dominantes par le prolétariat. Nous sommes bien d'accord ?

Mais qui donc pourra nous affirmer que ce désarmement des classes dominantes armées peut se faire autrement que par l'écrasement de ces classes dominantes par le prolétariat armé ?

Nous voyons ainsi brièvement toute l'inconsistance du mot d'ordre pacifiste contraire aux principes marxistes, de « désarmement général », qui peut, en fin de compte, aboutir à un seul désarmement, mortel celui-là : le désarmement politique des ouvriers qui ont été bernés par ce mot d'ordre.

Pourtant, dans certaines boîtes des environs, le salaire est de 4 fr. 90 de l'heure.

Cela prouve que tous les prolos, ceux de la Coopérative « Le Diamant » comme les autres, peuvent imposer une augmentation de salaire, d'autant plus nécessaire que le coût de la vie augmente. Comptez sur vous-mêmes et ne suivez pas ces « élus du Front populaire » qui se rejettent les responsabilités d'une situation dont ils sont tous responsables.

## Un article du « Soviet Citroën » Alerte !

Alerte ! Camarades,

Depuis la grève de Mars-Avril, les syndicats indépendants, professionnels ou autres dressent la tête, cherchent à créer au sein du mouvement ouvrier de l'usine un Syndicat à la solde du patronat. Cela en accord avec la Direction qui veut, par tous les moyens de corruption, avoir des ouvriers et ouvrières à sa solde. La Direction prend une étiquette très démocratique à cet effet. Déjà on voit des ouvriers et des ouvrières croyant obtenir certains avantages, faire le jeu du patronat et distribuer dans l'usine les bulletins d'adhésion (à qui veut les prendre ou les signer) pour l'Union Corporative Citroën.

C'est une organisation contre la classe ouvrière, à la solde du fascisme et du capital. Il faut que les ouvriers et ouvrières sachent que ce sont des déserteurs de la bataille de classe. Maria (tôlerie), Bourdon (tourneur), Teyssot (manutention) qui, hier encore, avaient foi en l'organisation de la C.G.T., aujourd'hui ont sauté le Rubicon.

Camarades ! Quelle que soit votre amertume sur la conduite de la dernière grève, nous vous disons qu'en donnant une adhésion à cette Union Corporative, non seulement vous ne défendez pas vos intérêts, mais vous faites le jeu des patrons. On ne peut défendre ses intérêts en se réunissant avec le représentant du patronat, qui hier nous refusait une augmentation de salaires. Les petits avantages qu'il donne aujourd'hui vous seront repris demain.

Dans l'article 2, on indique : « pas de politique ». — Pas de politique pour vous, ouvriers, mais la politique du patronat, voilà ce que veut dire pas de politique. On y indique aussi : « Liberté du travail ». Mais Doriot, La Roque aussi la réclament, toujours au profit du patronat qui refuse les revendications des ouvriers mais dépensent des millions pour ces troupes de choc du fascisme qui demain vous conduiront dans les camps de concentration.

Malgré les divergences, malgré votre mécontentement envers la direction syndicale, il faut rester dans notre Syndicat des Métaux. A cause des dirigeants qui permettent le développement des organisations fascistes, il faut lutter au sein de notre Syndicat pour changer la Direction, exiger la démocratie syndicale avec la représentation pour la minorité.

Préparons un nouveau juin 1936 par la grève générale.

Camarades, il faut que quelques brebis égarées soient empêchées de permettre au patronat de chez Citroën et Renault de créer au sein de notre entreprise la division. Nous sommes assez grands pour faire le nettoyage nous-mêmes. Tous unis contre le capital, notre seul ennemi.

Pas d'adhésion à l'Union Corporative Citroën !

Hier, la Direction a renvoyé une ouvrière qui, paraît-il, aurait cassé un outil. Cela lui a été permis grâce à la signature réclamée pour chaque avertissement. Il ne faut plus rien signer, aucune loi n'oblige à signer un avertissement.

Il faut comprendre, si l'on veut efficacement lutter contre la guerre, que le surarmement terrible auquel nous assistons, ainsi que les dangers croissants de guerre, découlent du développement même du régime capitaliste et sont inhérents à ce régime, ce qui nous amène à tirer la conséquence de ce fait, c'est-à-dire que l'on ne peut entraver la préparation à la guerre qu'en intensifiant notre lutte contre le régime capitaliste, par l'armement du prolétariat afin qu'il soit en mesure de lutter et de vaincre la bourgeoisie, et ainsi la désarmer.

C'est la seule position possible pour des marxistes.

Se pose alors la question de la tactique à observer en face de la guerre. Nous ne pouvons, faute de place, l'aborder aujourd'hui, mais il ne faut pas la laisser au hasard, car toute imprécision sur la question de la guerre par une organisation voue infailliblement celle-ci à la faillite politique, devant les événements.

## A bas le décret Sarraut

### Les « étrangers » répondent

(Suite de la page 1)

Nous voulons, nous, rappeler comment les « rabatteurs » de la bourgeoisie française opéraient la chasse à la main-d'œuvre en Pologne, en Roumanie, en Italie, en Bessarabie, etc... ; avec de mirifiques promesses concernant le travail, les conditions de vie et de logement, les salaires, on faisait signer aux travailleurs un contrat qu'ils ne pouvaient pas lire et encore moins discuter.

Les rabatteurs faisaient signer un seul travailleur par famille, avec promesse que père, fils ou femme pourraient le rejoindre. « Si nous en tenons un, le reste suivra, se disaient-ils, et nous économisons ainsi sur les frais d'engagement et de transport ». C'est dans ces conditions que parents, femmes et enfants, par milliers, durent voyager sur les boggies des wagons dans lesquels les « patrons » de M. Millet se prélassaient sans doute en première classe ; voyages hasardeux qui, pour beaucoup d'émigrants, n'ont jamais eu d'arrivée !

Avec ou sans contrat, ceux qui arrivaient en France connaissaient ensuite le paradis que les capitalistes leur avaient réservé, les baraquements infects, la boue, les rats, la vermine animale et la vermine humaine qui s'appelle le mercanti, et qui s'appelle le patronat.

La statistique bourgeoise n'a jamais dénombré ceux qui ont laissé leurs os sur les rails des chemins de fer internationaux, dans les cimetières des villages du nord et de l'est, ou les fosses communes des hôpitaux, ni les familles dispersées sans espoir de se retrouver un jour, ni ceux qui purent s'évader de ces bagnes capitalistes sans un sou en poche !

Aujourd'hui, on leur dit : « On vous a fait venir pour travailler aux plus durs travaux avec des contrats d'embauche réguliers, c'est là ta place, c'est là que tu dois crever, pour le gros patronat de la terre et des usines. A cette place nous voulons bien te garder, si tu essayes de tromper notre surveillance, nous te reconduisons dans ton pays ».

C'est d'ailleurs ce que chaque jour subissent des milliers de Polonais du Nord, parqués dans des wagons à bestiaux, ils retournent de force dans un pays qu'ils ont quitté pour beaucoup depuis plus de dix ans.

Attention, ouvriers français ! les coups portés par le patronat français contre vos camarades de travail, de misère, de combat, sont autant de coups portés contre vous !

Sois solidaire de ces « étrangers ». En les défendant, c'est ta propre défense que tu assures.

## La « Vérité »

Le passage de « La Commune » hebdomadaire à la « Commune » tri-hebdomadaire, et la nécessité de serrer de près dans chaque numéro les faits posés par l'actualité et la lutte de classes rendent nécessaire la publication d'une revue, à parution plus espacée que le journal, et dans laquelle les problèmes de doctrine et de tactique sont plus amplement traités.

La revue est le complément indispensable du journal.

Cette revue existe. C'est « La Vérité ».

Le premier numéro de « La Vérité » a trouvé dans le public un accueil extrêmement encourageant.

Ce n'est pas seulement dans l'entourage immédiat de nos militants, MAIS DANS LE GRAND PUBLIC ANONYME QUI ACHÈTE AUX KIOSQUES que le numéro 1 de « La Vérité » s'est enlevé.

La préparation du n° 2 de « La Vérité » est à peu près terminée.

A nos amis et lecteurs de la première heure, nous pouvons affirmer que son contenu et sa présentation ne les décevront point.

# Avec les jeunes exploités

**Pour les soldats !**

**Prêt à 2 francs !**

**Transports gratuits !**



L'« Amicale d'Anciens Soldats », créée par des libérés de la 34 B, s'est fixé d'aider et de défendre les copains restés sur la frontière. La J.C.I. a, bien entendu, épaulé ces camarades dans leur solidarité aux encasernés. Les camarades de l'A.A.S. nous racontent la situation lamentable d'un de leurs copains, situation qui doit se reproduire chaque jour à des centaines d'exemplaires.

« Un de nos camarades, actuellement au régiment à Strasbourg, et misérable comme il y en a malheureusement pas mal, ne recevant comme secours que le peu d'argent que nous lui faisons parvenir, s'est vu accorder une permission de détente à laquelle il avait droit comme les autres.

Malheureusement, sa mère étant au chômage et touchant 130 fr. par semaine, n'a pas pu lui envoyer les 42 fr. nécessaires pour son voyage. Ce camarade ne savait vraiment que faire, il hésitait à aller voir sa mère, la sachant déjà très gênée pour vivre seule, et, d'autre part, il ne pouvait se résigner à passer sa permission à la caserne. Alors il a emprunté à un camarade de sa compagnie le montant du voyage et il est arrivé chez lui, et a été à la mairie où il a expliqué son cas et il a reçu un secours de 15 francs pour ses 18 jours de permission.

Ensuite, il est venu nous voir à l'Amicale et nous lui avons apporté le maximum d'aide que nous pouvions.

Malgré cela, il a passé sa permission de façon misérable. »

Tous les gouvernements de Front populaire n'ont pas hésité une seconde à accorder les nombreux milliards réclamés par l'Etat-major pour l'organisation de la défense de la propriété capitaliste : modernisation du matériel, développement de l'aviation, motorisation... Tout pour la mitraille, tout aussi pour satisfaire l'appareil militaire : haute solde, etc... Mais pas un centime pour l'amélioration des conditions d'existence des soldats, pas un sou de plus pour la gamelle. Tout pour le matériel, rien pour la viande !

S'il s'agit des intérêts de messieurs les « représentants du peuple », pas d'hésitation non plus : 80.000 francs par an et voyage gratuit sur les chemins de fer.

Ceux qu'ils ont emprisonnés dans les casernes de la faim, et auxquels ils donnent l'aumône outrageante de 10 sous par jour, ceux-là paieront encore cher le droit d'aller embrasser une vieille mère.

La jeunesse, qui, on ne sait pas pourquoi, se fait encore appeler « communiste », avait repris derrière le parti stalinien le fameux : « Les riches paieront », mais elle a abandonné l'agitation antimilitariste dans les casernes, elle demande aux jeunes travailleurs sous l'uniforme d'être « disciplinés » aux ordres des officiers fascistes, dans l'intérêt de la défense de la « Démocratie » (qui doit sûrement être très chère au cœur de ces messieurs) : Bouches cousues et garde-à-vous !

Aujourd'hui plus qu'hier, ce sont les pauvres qui paient, et les pauvres d'entre les pauvres : les soldats, doivent payer leur dû aux compagnies de chemins de fer, gérées par des administrateurs millionnaires.

« Egalité, Liberté, Fraternité », tu ne caches plus la pourriture du régime auquel tu sers de slogan !

**Dans le baigne des casernes**

## Après la libération, ça continuera

DANS les casernes, les gars voient le jour de la libération s'approcher lentement. Enfin le cauchemard va finir. On arrive au bout de cette vie de brute. On a tant espéré, tant attendu, rien que d'y penser, le cœur s'agite de joie et d'émotion : la classe !

Pas trop de joie, camarades, les désillusions seront moins grandes !

Nous ne devons pas croire qu'après la libération c'en sera fini du militarisme, de la « gueule de vache », de la discipline de fer, de la menace de guerre. Avec la libération d'une classe ne s'arrête pas la course effrénée à la guerre. Les paquetages remis seront rapidement redistribués à la viande fraîche qui débarque. C'est la relève quoi. Mais pas plus.

Le troupeau, escorté de la « garde descendante », s'achemine à nouveau vers les champs, l'usine, le bureau. La liberté, elle n'est pas là. Pls plus qu'à la caserne !

Le Front populaire qui a si bien renforcé la discipline dans les casernes et a imposé les deux ans aux jeunes travailleurs, le Front populaire continue à servir fidèlement les intérêts des Patrons contre ceux des Ouvriers.

Oh ! on a bien « nationalisé » quelques usines, bien sûr. C'est ainsi que vous autres, jeunes métallos travaillant pour la « Défense Nationale » vous aurez le plaisir de reprendre le boulot sous l'œil paternel d'un officier-chef d'atelier. Mais les 40 heures, c'est à voir. « Le Temps », le journal des Patrons, nous explique bien, de son point de vue, quelle menace constitue pour la défense de leurs dividendes l'hérésie des 40 heures :

« ... les Français ne doivent pas s'obstiner à ne vouloir travailler que 40 heures, parfois moins encore, et au ralenti, alors que leurs rivaux, peut-être demain leurs ennemis, travaillent quarante-huit, soixante heures, et souvent par équipes successives. L'insuffisance du travail compromet la sécurité du pays... »

Vous couliez du béton dans l'Est, vous manœuvriez avec le masque, maintenant que vous voici retournés à la « vie civile », marnez donc 60 heures et faites-nous de bons obus pour assaisonner les boches qui en veulent à nos colonies. En attendant, Daladier le père nous prépare un statut moderne du travail d'inspiration S.F.I.O. qui réglementera sur le ton militaire, la grève qui, dorénavant, sera interdite. (Défense nationale !).

Vous voilà libérés, camarades, mais vous savez, c'est plutôt une façon de parler. Daladier s'est rangé à l'avis du brav' général Baratier : des civils, n'en faut plus ! A l'usine, le « libéré » doit retrouver le régime de la caserne. Tous mobilisés.

**Nous n'irons pas nous faire crever la peau pour lui !**

**Nous ne voulons pas payer pour les riches qui ne paient pas !**

Pour tous les permissionnaires : voyages gratuits sur les chemins de fer, les trams, les autobus et le métro.

Pour tous les soldats, le prêt à 2 francs.

On assistera certainement à des manifestations de soldats permissionnaires dans les gares si la gratuité des transports ne leur est pas accordée.

Juin 36 a appris à toute la classe ouvrière qu'elle ne doit compter que sur elle-même.

Les exigences de la « guerre totale » sont cruelles pour la jeunesse travailleuse.

Et le brav' général Baratier explique dans le même journal patronal comment on peut très bien continuer l'abrutissement et l'exploitation militariste de la jeunesse après ses deux ans de baigne militaire :

« La plupart des réservistes, se trouvant dans la force de l'âge, sont plus résistants et plus vigoureux que les jeunes soldats de l'active. Faute d'un entraînement, impossible à acquérir en quelques jours, ils risquent néanmoins d'être annihilés par la fatigue dès le commencement des opérations.

Nous n'ignorons pas qu'on niera la possibilité de réaliser une semblable mesure. Aucune impossibilité n'existerait cependant si le gouvernement était décidé à la faire aboutir. Pour maintenir l'entraînement obtenu au régiment, il suffirait qu'une fois par mois les réservistes de la première réserve fussent astreints à une marche d'une vingtaine de kilomètres avec le sac chargé à dix kilos. Chaque marche serait coupée par une randonnée à travers champs ; en outre, quelques kilomètres seraient à faire avec le masque. Dans chaque région de corps d'armée, ces marches s'exécuteraient par cantons, avec le concours de gradés de la réserve, et sous la surveillance d'officiers de l'active. »

Voilà du sport en perspective qui doit bien réjouir la Jeunesse dite communiste. Toujours friande de distractions pimentées. Peut-être proposera-t-elle au brav' général Baratier d'utiliser les Auberges de Jeunesse pour son camping un peu spécial ?

Et, avec ça, si la France n'est pas libre et heureuse, elle sera forte tout au moins.

Il n'en reste pas moins vrai que les soldats, les ouvriers et les paysans n'ont rien à défendre. Ils n'accepteront pas plus de misère, plus d'exploitation au nom de la défense de leur peau parce qu'il ne s'agit pas de leur peau mais des colonies, des terres, des usines et des banques qui ne leur appartiennent pas.

Il n'y a pas de « libération » dans ce régime capitaliste qui, fébrilement, prépare une nouvelle boucherie générale.

La libération, il faut l'arracher par la Révolution socialiste. La véritable libération de toute cette canaille à tuyau de poêle et à galons, il faut la préparer. Dès la sortie de la caserne, contracte un engagement à vie dans les rangs de l'avant-garde révolutionnaire. En tête marche la Jeunesse Communiste Internationaliste. Tu viendras te ranger à ses côtés.

C'est comme ça que commence la « libération ».

### CERCLE « SPARTACUS »

49, faubourg Saint-Martin, Paris-10<sup>e</sup>

Le Cercle Spartacus se pose pour tâche d'organiser des causeries, lectures et discussions qui te permettront, en confrontant tes idées avec celles d'autres jeunes exploités, de trouver une orientation politique juste.

Le Cercle Spartacus a comme principale activité :

A) Un cours marxiste qui se tient chaque lundi soir, à 20 h. 30, sur des sujets choisis par l'ensemble des camarades du Cercle et avec des militants révolutionnaires qualifiés ;

B) Une permanence chaque samedi après-midi, de 16 h. 30 à 19 h. 30, à laquelle sont organisées des lectures et critiques littéraires, des chants collectifs, des discussions politiques sur les événements de la semaine, etc...